

Brochure n° 3294

Convention collective nationale

IDCC : 1987. – **PÂTES ALIMENTAIRES SÈCHES
ET COUSCOUS NON PRÉPARÉ**

AVENANT N° 2009-05 DU 15 OCTOBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES, AUX PRIMES ET AUX INDEMNITÉS

NOR : *ASET1050096M*

IDCC : *1987*

Entre :

Le syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France
(SIFPAF),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)
CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème de calcul de la prime d'ancienneté, figurant à l'article 10 de
l'annexe I « Ouvriers - Employés » de la convention collective nationale des
pâtes alimentaires sèches et du couscous non préparé est modifié comme
suit.

*Barème de calcul de la prime d'ancienneté
applicable au 1^{er} décembre 2009*

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT HORAIRE - PRIME D'ANCIENNETÉ
135	7,68
140	7,70
145	7,73
150	7,75
155	7,77
160	7,79
165	7,80
170	7,81
175	7,92
180	8,05
185	8,18
190	8,31
195	8,46
200	8,61
210	8,93
220	9,23
230	9,55
240	9,85
250	10,16
260	10,45
270	10,75
280	11,04
290	11,34
300	11,64
310	11,94
320	12,25
330	12,55
340	12,85

Article 2

Le barème national des salaires minimaux professionnels garantis, figurant à l'article 58 de la convention collective nationale, est fixé comme suit.

Barème des salaires minimaux horaires

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 2009
135	8,85
140	8,87
145	8,89
150	8,91
155	8,93
160	8,95
165	8,97
170	9,00
175	9,03
180	9,07
185	9,10
190	9,20
195	9,36
200	9,52
210	9,88
220	10,21
230	10,55
240	10,89
250	11,23
260	11,56
270	11,89
280	12,21
290	12,54
300	12,87
310	13,21
320	13,54
330	13,88
340	14,22
350	14,56
400	16,25
500	19,64
600	23,02

Article 3

Conformément à l'article 70 des dispositions communes de la convention collective nationale, le montant de la prime de vacances est fixé à 410 € au 31 mai 2010.

Article 4

L'indemnité journalière de poste, visée à l'article 5, alinéa 1, de l'annexe I de la convention collective nationale, est fixée forfaitairement à 3,40 € et l'indemnité dite de panier de nuit prévue à l'article 34, alinéa 2, de la convention collective nationale, est fixée à 10,15 €.

Article 5

L'ouverture des négociations visant à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer, en tant que de besoin, les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes avant le 31 décembre 2010 a été effectuée officiellement le 13 novembre 2008, conformément aux dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail.

Elle a été suivie de la mise en place de groupes paritaires de réflexion et d'analyse.

Un rapport d'étape a été effectué en avril 2009 pour être analysé à la réunion paritaire le 15 octobre 2009. Les résultats de l'enquête vont pouvoir ouvrir à la négociation d'un accord avec les partenaires sociaux.

Article 6

Les établissements, les entreprises et les groupes ne pourront déroger à l'ensemble des dispositions du présent accord que dans des conditions plus favorables.

Article 7

Les parties signataires s'engagent à demander, en commun, au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville de faire procéder à l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 15 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)